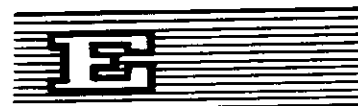




**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

---



48238

DISTR.  
GENERALE

E/ECA/CM.8/13  
5 mars 1982

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion de la Conférence  
des ministres

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne),  
27 - 30 avril 1982

RAPPORT DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS DU  
COMMERCE SUR SA SEPTIEME SESSION

(Organisée conjointement par la CEA et l'OUA)  
(Addis-Abeba, 1 - 3 février 1982)

# A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La septième session de la Conférence des ministres africains du commerce s'est tenue du 1er au 3 février 1982 à Addis Abeba (Éthiopie) sous les auspices de la CEA et de l'OUA.

2. La session a été ouverte par le Camarade Berhanu Bayih, membre du Comité permanent du Conseil administratif militaire provisoire et du Comité exécutif de la Commission d'organisation du parti des travailleurs éthiopiens. Le Camarade Wollie Chekol, président sortant et Ministre du commerce extérieur de l'Éthiopie, le Secrétaire général de l'OUA et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique ont également prononcé des déclarations.

3. Ont participé à la Conférence des représentants des pays ci-après : Algérie, Bénin, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tchad, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

4. Les organismes des Nations Unies suivants étaient représentés : la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Centre du commerce international (CCI).

5. L'Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC) et l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN) étaient représentées en qualité d'observateurs.

6. Ont été élus membres du Bureau les représentants des pays ci-après :

Président :	Gabon
Premier Vice-Président :	Algérie
Deuxième Vice-Président :	Libéria
Troisième Vice-Président :	Swaziland
Rapporteur :	Ouganda

# B. ORDRE DU JOUR

7. Le 1er février 1982, la Conférence a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Cérémonie d'ouverture

2. Election du Bureau

3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

4. Questions découlant des rapports et propositions des première et deuxième réunions du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières internationales en vue du développement de l'Afrique concernant les sujets ci-après :
  - a) Modification de l'appellation du Comité et de son mandat;
  - b) Mise en oeuvre de la Stratégie africaine en matière commerciale et financière dans le cadre du Plan d'action de Lagos;
  - c) Examen et évaluation des progrès réalisés dans le domaine du commerce et des finances en Afrique;
  - d) Pays les moins avancés;
  - e) Les foires commerciales panafricaines;
  - f) L'Afrique et la coopération économiques entre pays en développement;
  - g) Prospectives commerciales et économiques entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est;
  - h) Fonds commun et négociations sur les produits de base;
  - i) Négociations globales;
  - j) Progrès réalisés dans le domaine des questions financières et monétaires internationales;
  - k) Organisations susceptibles d'être invitées à prendre part à la réunion du Comité ministériel mentionné au paragraphe 4 ci-dessus;
  - l) Réexamen de la résolution CMC/2(IV) de l'OUA sur la périodicité des sessions de la Conférence des ministres africains du commerce;
  - m) Préparatifs pour la sixième session de la CNUCED.
5. Questions diverses
6. Date et lieu de la huitième session
7. Adoption du rapport et clôture de la Conférence

## C. COMPTE RENDU DES DEBATS

Allocutions d'ouverture

8. Dans son allocution d'ouverture, le Camarade Berhanu Bayih, membre du Comité permanent du Conseil administratif militaire provisoire et du Comité exécutif de la Commission pour l'organisation du parti des travailleurs d'Ethiopie a souhaité la bienvenue aux participants à la septième session de la Conférence des ministres africains du commerce.
9. Passant en revue les conditions socio-économiques en Afrique depuis la sixième session de la Conférence, il a reconnu que la situation avait pris des proportions alarmantes. Il a remarqué que l'ordre économique international actuel continuait de profiter honteusement et injustement aux pays déjà développés tandis que la situation de la plupart des pays en développement, surtout celle des pays les moins avancés, avait atteint un stade dangeureux. Il a déclaré que les mesures prises par les pays développés et les promesses encourageantes faites aux pays en développement dans les domaines du financement, du commerce, du transfert de technologie, des apports de capitaux, de l'annulation de la dette et de l'aide publique au développement étaient non seulement fort loin d'atteindre les niveaux escomptés mais encore s'étaient avérées des plus décevantes.
10. Il a attiré l'attention des participants sur le fait que, dans le domaine du commerce international, la situation restait défavorable aux pays en développement non producteurs de pétrole et mis l'accent sur le fait que le faible niveau du pouvoir d'achat des recettes d'exportations des pays les moins avancés constituait de toute évidence le principal handicap structurel pour ce groupe de pays. Il a rappelé que depuis l'escalade du prix du pétrole, de sérieuses difficultés de change avaient fortement limité l'aptitude de nombreux pays en développement à importer les ressources de base nécessaires à leur développement économique.
11. Il a déclaré que cette situation du commerce international justifiait le renforcement de la solidarité et la coopération économique entre les pays en développement et il a remarqué que depuis la dernière session de la Conférence de nombreuses tentatives avaient été faites aux niveaux régional et mondial pour intensifier la lutte des pays en développement pour le développement économique et pour la recherche d'un ordre économique international juste.
12. Tout en reconnaissant que les résultats des rencontres internationales n'étaient pas satisfaisants, il a déclaré que l'Afrique devait lancer son propre plan d'action en vue d'améliorer le niveau de vie de sa population en rapide expansion. Il a rappelé que les Etats africains s'étaient déjà engagés, individuellement et collectivement, à établir les institutions nationales, sous-régionales et régionales nécessaires pour faciliter la réalisation des objectifs d'une croissance autonome fondée sur le principe de l'autonomie collective. Dans ce contexte, il a rappelé la Déclaration de Monrovia de 1979 ainsi que le Plan d'action de Lagos adopté en 1980 par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, textes qui concrétisent les aspirations

de l'Afrique en matière de développement, y compris les questions commerciales et financières. Il s'est félicité de la signature du Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ainsi que de la Déclaration de Libreville (Gabon) visant à instaurer la Communauté économique des Etats de l'Afrique du Centre. Il a également souligné la nécessité pour les autres Etats membres de l'OUA d'accélérer le processus de création d'institutions économiques analogues dans les régions où elles n'existent pas encore.

13. Le Camarade Wollie Chekol, Ministre du commerce extérieur de l'Ethiopie et Président de la sixième session de la Conférence des ministres africains du commerce, a fait rapport sur les principaux événements intervenus dans le domaine du commerce et des finances depuis la sixième session de la Conférence. La session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA qui s'est tenue à Lagos en avril 1980 et à laquelle ont été soumises les recommandations de la sixième session était le plus important d'entre eux.

14. Outre le Plan d'action de Lagos, plan directeur de développement de l'Afrique de 1980 à 2000, l'Afrique avait participé activement aux longues négociations pour le Fonds commun qui avaient été conclues en juin 1980. Bien qu'il ne résultât de la lutte commune de tous les pays en développement en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international auquel la onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies avait été consacrée.

15. A la mi-1981, plusieurs réunions préparatoires sous-régionales et une réunion régionale sur les pays d'Afrique les moins avancés s'étaient tenues en vue de la Conférence de Paris sur les problèmes des pays les moins avancés. Les résultats de la Conférence de Paris avaient été insuffisants surtout en ce qui concerne la mobilisation des ressources nécessaires à la restructuration des économies des pays les moins avancés. Cela n'était pas surprenant au vu des résultats décevants du récent sommet de Cancun qui procédaient des rigidités et du manque de sérieux dont faisaient preuve nombre de pays développés à l'égard des besoins des pays en développement.

16. Outre le succès des première et deuxième réunions du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés, qui avait examiné les problèmes du domaine du commerce et des finances et élaboré des recommandations pour les soumettre à l'examen de la septième session de la Conférence des ministres, un certain nombre d'activités et de progrès avaient été réalisés au niveau africain. Il s'agissait, entre autres, du grand succès de la troisième Foire commerciale panafricaine qui s'était tenue à Khartoum en novembre 1980 et de la signature du Traité portant création d'une zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe le 21 décembre 1981 à Lusaka. Le même mois, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement qui s'était tenue à Libreville (Gabon) avait signé la Déclaration de Libreville par laquelle les participants s'engageaient à créer une communauté économique de l'Afrique centrale le plus tôt possible. Des efforts étaient en cours en vue d'harmoniser les activités de coopération entre les Etats et les institutions de la sous-région de l'Afrique de

l'Ouest tandis qu'en Afrique du Nord, la réunion du MULPOC qui s'était tenue du 30 novembre au 4 décembre 1981 avait prouvé que cette sous-région s'était résolument engagée dans la bonne voie.

17. En qualité de Président de la Conférence, l'Ethiopie s'était efforcée dans la mesure du possible de promouvoir la cause de la région africaine à plusieurs occasions et dans de nombreuses conférences. L'Afrique venait d'être choisie comme siège de la sixième session de la CNUCED à Libreville (Gabon) en mai-juin 1983. Les pays africains devraient harmoniser leurs vues avant la réunion du Groupe des 77 qui se tiendrait en Argentine avant la sixième session de la CNUCED.

18. En conclusions, le Camarade Wollie Chekol a proposé que la septième session examine la recommandation relative à la composition du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés en vue de déterminer s'il devrait être transformé en un Comité de hauts fonctionnaires ou conserver son caractère authentiquement ministériel.

19. De son côté, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, a souhaité la bienvenue aux participants à la septième session de la Conférence. Il a souligné que c'était la première fois qu'ils se réunissaient depuis la tenue en avril 1980 de la session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement africains et l'adoption du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, documents d'une importance historique.

20. Brossant un tableau général de difficultés économiques que connaît le continent, le Secrétaire général de l'OUA a mentionné les graves pénuries d'aliments, les obstacles auxquels se heurtent les pays africains sur la voie de l'industrialisation et la crise de l'énergie dans laquelle ils sont plongés. Il s'est longuement penché sur les problèmes que rencontrent les pays africains dans la vente de leurs produits de base, tels que la baisse et les fluctuations des prix sur les marchés mondiaux mais aussi le rôle néfaste que jouent les sociétés transnationales en s'employant à empêcher l'industrialisation en Afrique.

21. En ce qui concerne les problèmes susmentionnés, il a examiné en détail les résultats de la Conférence au sommet tenue en août 1981 à Cancun au Mexique et évoqué les efforts faits par l'OUA avec le Club de Rome pour organiser en octobre 1981 un colloque à Yaoundé (République-Unie du Cameroun). Il a rappelé que ces deux réunions avaient passé en revue les problèmes auxquels se heurte l'Afrique dans ses efforts de développement, dans le cadre du dialogue Nord-Sud et des négociations globales.

22. Par conséquent, il a préconisé la reprise des pourparlers sur les propositions dont l'étude avait été ajournée à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement tenue en août 1979. A cet égard, il a notamment proposé la création en 1982 d'un mécanisme de financement viable et doté de fonds suffisants pour le développement de la science et de la technique, le transfert de technologie aux pays africains en développement ainsi que la mise sur pied d'un code international de conduite visant à réglementer les activités des sociétés transnationales.

23. Le Secrétaire général a pris note des lacunes du Fonds commun mais il était d'avis qu'il fallait cependant signer et ratifier l'accord portant création de ce Fonds.

24. En ce qui concerne le rapport Berg publié par la Banque mondiale, lequel propose l'adoption de quelques mesures inacceptables pour le développement économique de l'Afrique située au pied du Sahara, il a fait part des réserves de l'OUA et il a signalé les mesures prises en commun par les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de la BAD pour que les autorités compétentes révisent l'orientation donnée dans ce rapport.

25. Pour ce qui est du commerce intra-africain il a informé les participants des derniers événements survenus en Afrique, et notamment la création de nouveaux programmes d'intégration destinés à faciliter la mise en oeuvre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos. Il a déclaré aux ministres que, dans le cadre de l'établissement d'un marché commun africain, puis de la mise sur pied d'ici à l'an 2000 d'une communauté économique africaine, les négociations portant sur la création de la ZEP pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe avaient été couronnées de succès et qu'il ne manquait plus que la signature au Traité de neuf des 18 pays membres de la région. Il a ensuite mentionné les efforts faits depuis l'adoption le 19 décembre 1981 de la Déclaration de Libreville pour créer une communauté économique des Etats de l'Afrique du Centre.

26. Il a également signalé la nécessité de restructurer le système monétaire international et a fait un tour d'horizon des problèmes auxquels se heurtent les pays africains dans ce secteur, problèmes qu'il a imputés à l'instabilité des taux de change, à la diminution de l'aide publique au développement et à la part de plus en plus grande des capitaux privés dans le financement du développement de l'Afrique. Il s'est déclaré préoccupé de cette tendance et il a invité les pays du Comité d'aide au développement à n'épargner aucun effort pour consacrer, comme l'avait recommandé le rapport Brandt, 0,7 p. 100 de leur PIB à l'aide aux pays en développement, objectif, qui, a-t-il souligné, n'avait jamais été atteint pendant la deuxième Décennie du développement.

27. En conclusions il a recommandé à la Conférence d'adopter des mesures concrètes propres à faciliter l'instauration d'un nouveau système monétaire international équitable et il a invité les participants à réitérer leur volonté politique de reprendre dans le cadre du système des Nations Unies les négociations globales et ce, sur la base d'objectifs communs dont l'objet est de créer le nouvel ordre économique international tant souhaité.

28. Dans sa déclaration d'ouverture, M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, a souhaité la bienvenue en premier lieu au Camarade Berhanu Bayih, qui avait fait le grand honneur à la Conférence de prendre la parole au nom du Camarade Mengistu Haile Mariam, Président du CAMP et de la COPWE, et Commandant en Chef de l'Armée révolutionnaire éthiopienne. Il a rappelé que le sujet principal inscrit à l'ordre du jour de la sixième session de la Conférence avait été la grande question de la formulation d'une stratégie africaine concernant spécifiquement les questions commerciales et financières internationales, y compris au plan intra-africain, ce qui visait à donner effet aux dispositions pertinentes de la Stratégie africaine de développement pour la troisième Décennie du

développement, adoptée à Monrovia par les chefs d'Etat et de gouvernement africains. Le projet de stratégie avait été soumis à la première réunion au sommet économique de l'OUA et adopté par ladite réunion comme partie intégrante du Plan d'action de Lagos.

29. En ce qui concerne le Plan d'action de Lagos, M. Adedeji a rappelé aux participants que le chapitre concernant les questions commerciales et financières faisait partie intégrante du plan d'ensemble, au même titre que d'autres secteurs tels que l'agriculture, les transports et la technologie, en raison même de l'interdépendance des divers éléments du plan, et qu'il convenait de traiter ce sujet en conséquence.

30. Le Secrétaire exécutif a passé en revue certaines des principales recommandations formulées par la Conférence et il a invité les pays membres à les mettre à exécution comme partie intégrante du Plan d'action de Lagos. Même si le Fonds commun ne répondait pas entièrement aux espoirs de la CEA et ne pouvait être considéré en aucun cas comme une panacée aux problèmes de développement de l'Afrique, il représentait cependant un premier pas sur la voie de l'instauration du nouvel ordre économique international. Le Secrétaire exécutif a donc instamment recommandé aux ministres du commerce de donner l'impulsion nécessaire à leur gouvernement pour que l'accord sur le Fonds commun soit signé et ratifié dans les délais.

31. En ce qui concerne le rapport Berg sur le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara, publié par la Banque mondiale, les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de la BAD estimaient qu'il était en contradiction directe avec plusieurs des principales dispositions du Plan d'action de Lagos. Outre son caractère tendancieux et propre à susciter la discorde, le rapport rejetait en grande partie l'esprit d'autonomie collective qui était à la base de tout le Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos.

32. M. Adedeji a ensuite attiré l'attention des participants sur deux autres événements majeurs : la signature de la Déclaration de Libreville du 19 décembre 1981 par laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Angola, du Burundi, du Congo, du Gabon, de la Guinée équatoriale, de la République centrafricaine, de la République-Unie du Cameroun, du Rwanda, de Sao Tomé-et-Principe, du Tchad et du Zaïre étaient convenus de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la création d'une communauté économique de l'Afrique du Centre, et la signature du Traité portant création d'une Zone d'échanges préférentiels par neuf pays, les Comores, Djibouti, l'Ethiopie, le Kenya, le Malawi, Maurice, l'Ouganda, la Somalie et la Zambie.

33. En conclusions, il a rappelé aux participants que la Conférence des ministres de la CEA devait se réunir en avril 1982 à Tripoli, capitale de la Jamahiriya arabe libyenne, et qu'elle s'attendrait à recevoir la contribution des ministres africains du commerce.

34. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie, a remercié au nom de la Conférence le Camarade Berhanu Bayih, d'avoir ouvert la session et lui a demandé de bien vouloir transmettre la reconnaissance des participants au chef de l'Etat éthiopien pour la chaleureuse hospitalité que toutes les délégations avaient reçue depuis leur arrivée à Addis-Abeba.



Questions diverses (point 5 de l'ordre du jour)

35. Compte tenu de l'élargissement du mandat du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés, au titre duquel celui-ci s'occuperait, non seulement des tâches qui lui avaient été confiées précédemment, mais des questions intéressant le commerce intérieur, la Conférence a pris note avec préoccupation du fait qu'un petit nombre seulement de pays s'étaient fait représenter au niveau ministériel lors des deux dernières réunions du Comité ministériel susmentionné et considérant qu'il était nécessaire de prendre en temps opportun des mesures pour résoudre les questions commerciales et financières complexes et épineuses, elle a instamment recommandé aux Etats membres du Comité ministériel susmentionné de tout mettre en oeuvre pour se faire représenter au niveau ministériel lors des prochaines réunions dudit Comité, et elle a également invité les secrétariats de l'OUA et de la CEA à faire en sorte que les documents établis pour les prochaines réunions de la Conférence et du Comité ministériel soient envoyés à l'avance aux Etats membres pour leur permettre de mieux se préparer.

36. Conformément à l'alinéa b) de la section II de la résolution D adoptée par la Conférence à sa sixième session, les pays ci-après ont été choisis après consultations entre les délégations au niveau sous-régional comme membres du Comité ministériel :

- Afrique de l'Est : Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie
- Afrique australe : Swaziland, Zambie et Zimbabwe
- Afrique de l'Ouest : Bénin, Ghana et Libéria
- Afrique centrale : Burundi, Gabon et République-Unie du Cameroun
- Afrique du Nord : Algérie, Egypte et Tunisie

Date et lieu de la huitième session (point 6 de l'ordre du jour)

37. Le Président de la Conférence et chef de la délégation gabonaise a déclaré que le Gabon était disposé, sous réserve de la confirmation des autorités gabonaises, à accueillir la huitième session de la Conférence. Cette dernière a pris note avec satisfaction de cette invitation et décidé que la date de la huitième session serait fixée en consultation avec les secrétariats de l'OUA et de la CEA.

Adoption du rapport et clôture de la Conférence (point 7 de l'ordre du jour)

38. Après avoir examiné le projet de rapport, la Conférence l'a adopté, ainsi que les recommandations et décisions figurant à la section D du présent rapport.

39. Le Président de la Conférence a remercié le Gouvernement éthiopien de la chaleureuse hospitalité accordée aux participants à la Conférence et les organisations ayant convoqué la réunion de leurs efforts, qui avaient permis à la Conférence de mener à bonne fin les travaux de sa septième session.

40. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le représentant du Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine ont félicité le

Président des résultats remarquables obtenus par la Conférence et exprimé le souhait que les décisions et recommandations adoptées par elle soient mises en oeuvre d'une façon efficace.

41. Le président a remercié les participants de leur contribution active et précieuse aux travaux de la Conférence. Il a promis qu'avec l'aide et la collaboration de tous les Etats membres, le Bureau de la Conférence ferait de son mieux pour accomplir la tâche qui lui avait été confiée.

42. Le Président a déclaré close la septième session de la Conférence des ministres africains du commerce.

#### D. DECISIONS ET RECOMMANDATIONS

1. Questions découlant des rapports et propositions des première et deuxième réunions du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières internationales en vue du développement de l'Afrique (point 4 de l'ordre du jour)

- a) Modification de l'appellation du Comité et de son mandat

La Conférence a décidé que :

1. Le nom du Comité serait désormais le suivant : Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique dans la cadre du Plan d'action de Lagos

2. Le mandat du Comité serait modifié et se lirait comme suit :

- i) Suivre la mise en oeuvre de la stratégie africaine dans le domaine des questions commerciales et financières, notamment les questions commerciales et financières relatives aux échanges intra-africains, qui est un élément de la stratégie globale de développement pour l'Afrique;
- ii) Coordonner, harmoniser et définir les positions des pays africains sur des problèmes relatifs aux questions commerciales et financières internationales aux fins du développement;
- iii) Examiner périodiquement les progrès réalisés dans l'application des accords multilatéraux passés entre des pays africains et d'autres pays dans le domaine des questions commerciales et financières internationales, notamment la deuxième Convention de Lomé entre les pays ACP et les pays de la Communauté économique européenne et le Programme intégré pour les produits de base de la CNUCED.

b) Mise en oeuvre de la stratégie africaine en matière commerciale et financière dans le cadre du Plan d'action de Lagos

La Conférence a recommandé que :

1. Pour lancer le mécanisme d'exécution, les gouvernements n'ayant pas encore entrepris une telle action procèdent à une évaluation approfondie des incidences du Plan d'action de Lagos du point de vue des politiques actuellement appliquées par eux dans les domaines du commerce intérieur, de l'expansion du commerce intra-africain, des questions commerciales et financières internationales et de la participation aux négociations internationales en vue de déterminer la distance qui sépare éventuellement ces politiques des dispositions correspondantes du Plan d'action de Lagos et prennent les mesures nécessaires pour adapter la première aux dernières;
2. Les gouvernements réexaminent aussi leurs plans de développement présents et futurs à la lumière des dispositions contenues dans le Plan d'action de Lagos;
3. Les Etats membres envisagent également de mettre en place des mécanismes nationaux appropriés en vue d'assurer le suivi de l'exécution du Plan d'action de Lagos. Ces mécanismes devraient être constitués soit par des entités telles que le service de planification existant au sein du Ministère du commerce dans certains pays, soit par un autre service de coordination à créer auprès du Ministère du commerce. Ces services seraient investis de la tâche consistant à veiller non seulement à ce que certaines dispositions précises du Plan d'action, et surtout de l'esprit de Lagos, soient fidèlement concrétisées par les actions et les règlements courants, mais encore à ce que les mesures nécessaires soient prises en vue de permettre à chaque pays de respecter les objectifs et les calendriers spécifiques, ainsi qu'à présenter périodiquement des rapports sur les progrès réalisés;
4. Au niveau sous-régional, les gouvernements tirent parti du système existant des MULPOC en décidant d'inscrire à l'ordre du jour des réunions d'experts et des ministres de chaque MULPOC une question relative à l'exécution du Plan d'action de Lagos dans le domaine des questions commerciales et financières. Cela permettrait à chaque sous-région de procéder périodiquement au bilan des progrès réalisés par les Etats membres, individuellement et collectivement, et de décider des mesures à prendre pour donner effet de manière progressive et coordonnée aux dispositions du Plan d'action de Lagos;
5. Au niveau régional, chaque MULPOC, par la voix d'un porte-parole désigné pour ce faire, fasse rapport directement au Comité ministériel sur les progrès réalisés dans l'exécution du Plan dans les diverses sous-régions afin de permettre à ce Comité de suivre et d'évaluer les progrès d'ensemble et de faire des recommandations appropriées à la Conférence des ministres africains du commerce;

6. Tous les groupements et organisations sous-régionales et régionales compétentes, y compris l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC), soient encouragés à jouer un rôle actif dans l'exécution des dispositions correspondantes du Plan d'action de Lagos et puissent recevoir l'appui nécessaire des Etats membres, surtout d'ordre financier.

c) Examen et évaluation de progrès réalisés dans le domaine du commerce et des finances en Afrique

i) Coopération commerciale et économique

Création d'une zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

La Conférence :

1. A instamment prié les Etats membres qui n'avaient pas encore signé le Traité relatif à la ZEP de le signer le plus tôt possible;

2. A instamment prié les pays qui avaient signé le Traité de le ratifier le plus tôt possible.

3. A demandé à la CEA d'accorder toute l'assistance nécessaire à la ZEP dans l'exécution des fonctions de secrétariat intérimaire qui lui avaient été confiées à la réunion au sommet de Lusaka;

ii) Promotion commerciale

La Conférence :

1. A recommandé aux pays africains qui n'en avaient pas encore de créer une chambre de commerce nationale;

2. A préconisé la tenue de consultations plus étroites entre les chambres de commerce et les gouvernements de leurs pays respectifs pour faciliter la mise en oeuvre de programmes de coopération économique et commerciale avec d'autres pays africains;

3. A invité toutes les chambres de commerce africaines à participer à la réunion qui se tiendrait au Zimbabwe;

4. A instamment prié tous les pays africains d'adhérer à l'AOAPC et à l'ORAN;

5. A instamment prié tous les pays membres de l'AOAPC et de l'ORAN de s'efforcer de payer régulièrement leurs contributions en vue de permettre à ces deux associations de remplir la mission pour laquelle elles avaient été créées;

6. A demandé à la CEA et à l'AOAPC de poursuivre l'harmonisation de leurs programmes de travail dans le domaine de la promotion et de l'information commerciales;
7. A demandé à la CEA et à l'OUA de maintenir l'aide qu'elles fournissaient à l'AOAPC ainsi que de soutenir activement les demandes d'assistance technique présentées par cette association aux organisations internationales;
8. A demandé que des rapports sur les activités de l'AOAPC en matière de promotion commerciale soient périodiquement présentés au Comité ministériel;
9. A recommandé aux Etats membres de veiller à ce que dans la répartition des crédits une part substantielle soit allouée au financement des exportations;
10. A recommandé aux Etats membres de prendre des mesures appropriées, et notamment de réduire les droits d'exportation et autres droits, pour stimuler les exportations;
11. A recommandé aux Etats membres de n'épargner aucun effort pour harmoniser leurs normes, en collaboration avec l'ORAN, afin de faciliter le commerce intra-africain;
12. A demandé à la CEA, à l'OUA et à l'AOAPC ainsi qu'à d'autres organisations africaines compétentes, y compris les centres nationaux de promotion commerciale, d'intensifier leurs activités d'information sur le commerce des produits d'origine africaine afin surtout de mettre les acheteurs et vendeurs éventuels au courant de la gamme des produits disponibles à l'échelle intra-africaine;
13. A recommandé aux Etats membres d'accorder au problème de la rationalisation de leurs circuits commerciaux toute l'attention voulue afin de permettre en particulier aux pays africains de procéder directement à des échanges entre eux et de minimiser le recours aux échanges triangulaires;

d) Pays les moins avancés

La Conférence :

1. A réaffirmé la nécessité de mettre immédiatement en oeuvre la résolution 122 (V) de la CNUCED qui invitait :
  - a) les pays développés, les institutions financières multilatérales et régionales à fournir le plus tôt possible une aide publique au développement aux pays les moins avancés sous forme de dons et de prêts assortis de conditions très favorables comme le stipule la section (IV);
  - b) les gouvernements prêteurs à annuler de toute urgence toutes les dettes des pays les moins avancés et ce, en application des engagements qu'ils avaient pris;

- c) Les pays développés et les pays en développement qui étaient à même de le faire à mettre en oeuvre les mesures de politique commerciale dont les grandes lignes figurent dans la section (V).

2. A instamment prié les pays développés et les pays qui étaient en mesure de le faire de mettre en oeuvre la résolution susmentionnée et elle les a invités à s'abstenir d'appliquer à cette fin des critères non économiques;

3. A invité le Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés à donner aux problèmes devant lesquels les pays les moins avancés étaient placés en matière commerciale et financière toute l'attention qu'ils méritaient et à formuler des recommandations appropriées sur les moyens de les surmonter au niveau intra-africain à la prochaine session de la Conférence et ce, sur la base des études dont l'exécution serait confiée aux secrétariats de l'OUA et de la CEA, compte tenu des résultats et des conclusions auxquels avait abouti la Conférence de Paris sur les pays les moins avancés.

e) Les foires commerciales panafricaines

La Conférence :

1. En vue d'encourager le plus grand nombre possible d'Etats africains à participer aux foires commerciales panafricaines, a demandé aux secrétariats de l'OUA et de la CEA d'effectuer des études sur la possibilité de financer la préparation des prochaines foires commerciales panafricaines avec l'aide d'organisations internationales compétentes telles que le CCI et le PNUD;

2. A demandé aux secrétariats de l'OUA et de la CEA d'assurer la liaison nécessaire avec les foires commerciales nationales et sous-régionales existantes et de tenir compte du calendrier de ces foires avant de décider des dates de la quatrième Foire commerciale panafricaine et des foires suivantes, en étroite consultation avec le Gouvernement du Ghana et des futurs pays d'accueil;

3. A décidé que les séminaires de directeurs de pavillons africains des foires commerciales auraient lieu avant chaque foire commerciale panafricaine;

4. A décidé qu'en application du Plan d'action de Lagos, des campagnes promotionnelles seraient organisées pour les produits africains à l'occasion de toutes les prochaines foires commerciales panafricaines et seraient exclusivement consacrées à la promotion des produits d'origine africaine;

5. A recommandé que les pays africains utilisent pleinement les services d'institutions existantes telles que l'AOAPC en vue de coordonner les activités des foires commerciales dans la région;

6. A recommandé que les foires industrielles et technologiques soient organisées parallèlement aux foires commerciales.

f) L'Afrique et la coopération économique entre pays en développement

La Conférence a décidé de :

1. Demander aux secrétariats de l'OUA et de la CEA de continuer à fournir toute l'assistance nécessaire aux délégations africaines qui participent aux réunions internationales mondiales sur la coopération économique entre pays en développement;
2. D'attirer l'attention des Etats membres sur la nécessité de faire en sorte que dans le cadre du Système global de préférences commerciales, la priorité soit donnée à la promotion et au renforcement de la coopération intra-sous-régionale et régionale en Afrique, y compris la négociation de concessions tarifaires entre les Etats membres et les institutions sous-régionales intéressées;
3. De demander aux secrétariats de l'OUA et de la CEA de continuer d'aider le Groupe africain en harmonisant leurs stratégies de négociation en matière de coopération économique entre pays en développement et de lui accorder tout l'appui logistique nécessaire;
4. De demander aux deux secrétariats d'effectuer une étude pour identifier les produits intéressant l'Afrique qui feraient l'objet de négociation dans le cadre du Système de préférences;
5. De prier instamment les groupements économiques africains d'assister aux réunions des groupements économiques des pays en développement prévues pour le mois de mai 1982 à Genève et, pour ce faire, d'inviter l'OUA et la CEA, en coopération avec le secrétariat de la CNUCED, à donner aux groupements économiques africains un appui et une aide efficaces.

g) Perspectives commerciales et économiques entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est

La Conférence :

1. A recommandé aux Etats membres d'utiliser pleinement les données très complètes et l'analyse approfondie figurant dans le document de la CEA intitulé "Coopération commerciale et économique entre les pays africains et les pays socialistes de l'Europe de l'Est : caractéristiques principales et perspectives", en vue de mettre au point les meilleures modalités d'un développement de leurs relations commerciales et économiques avec les pays socialistes d'Europe de l'Est;
2. A invité le PNUD à continuer de fournir une assistance financière au secrétariat de la CEA afin de permettre à celui-ci de mener à bien son important programme de travail dans ce domaine;
3. A demandé au secrétariat de la CEA, avec l'assistance financière du PNUD, de continuer d'appuyer au maximum les pays africains pour leur permettre de tirer pleinement profit des possibilités commerciales existant avec les pays socialistes d'Europe de l'Est.

h) Fonds commun et négociations sur les produits de base

La Conférence :

1. A demandé aux secrétariats de la CEA et le l'OUA d'effectuer l'étude approfondie demandée à la première et à la deuxième réunions du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés : ladite étude, qui serait présentée à la huitième Conférence des ministres africains du commerce, devrait porter sur les possibilités de tirer le plus grand parti possible de l'application de l'accord sur le Fonds commun;
2. A exhorté tous les pays africains à signer et à ratifier l'Accord portant création du Fonds commun sur les produits de base car il constitue une étape importante pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international ainsi qu'un cadre qui pourrait être amélioré progressivement;
3. A recommandé aux Etats membres de participer de manière efficace et coordonnée, comme les y invite la résolution de l'OUA CMC/835(XXVI), au programme intégré actuel de négociation sur 18 produits de base ainsi qu'à la renégociation des accords sur les produits de base existants, pour s'assurer que les intérêts du Groupe africain seront pleinement préservés dans toutes ces négociations.
4. A invité le Président du Groupe africain à Genève ou son représentant à faire à la Conférence un rapport complet sur le stade atteint par ces négociations, sur les problèmes auxquels fait face le Groupe africain dans ces pourparlers et sur les stratégies optimales à suivre pour obtenir les résultats souhaités;
5. A exprimé son profond regret face à la lenteur avec laquelle les pays en développement prennent les mesures nécessaires pour que le Fonds puisse commencer ses opérations;
6. A souligné que les pays en développement ne sauraient espérer que les pays développés remplissent les conditions préalables à l'entrée en vigueur du Fonds tant que les pays en développement ne les remplissent pas eux-mêmes;
7. A instamment prié tous les Etats et notamment les pays africains qui ne l'ont pas encore fait de signer et de ratifier l'Accord sans délai à savoir d'ici la date limite du 31 mars 1982;
8. A invité le Secrétaire général de l'OUA et le Secrétaire exécutif de la CEA, en coopération avec le Secrétaire général de la CNUCED, à faire rapport sur les progrès enregistrés dans la mise en oeuvre de l'Accord à la prochaine session de la Conférence des ministres africains du commerce.



i) Négociations globales et dialogue Nord-Sud

i) Négociations globales

La Conférence :

1. A instamment prié les Etats membres de faire en sorte que leur représentation aux négociations globales et autres aient la continuité voulue;
2. A recommandé d'intensifier les efforts déployés par le Groupe des 77 à l'Assemblée générale des Nations Unies en vue de résoudre les difficultés qui entravent le démarrage des négociations globales;
3. A demandé aux secrétariats de l'OUA et de la CEA de donner leur appui sans réserve au Groupe africain pendant ces négociations, comme le recommande la résolution CMC/835(XXXVI) du Plan d'action de Lagos.

ii) Dialogue Nord-Sud

La Conférence :

A demandé aux secrétariats de l'OUA et de la CEA de soutenir les Etats membres dans les efforts que font ceux-ci pour relancer le dialogue Nord-Sud, en particulier pendant la reprise de la trente-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et les futures négociations globales, ainsi que d'en évaluer les résultats.

j) Progrès réalisés dans le domaine des questions financières et monétaires internationales

i) Dettes extérieures

La Conférence a décidé :

1. De faire appel aux pays donateurs/prêteurs et aux institutions financières multilatérales pour qu'ils ne soumettent pas l'aide financière qu'ils octroient aux pays africains à des considérations de caractère politique;
2. D'inviter les pays donateurs et les institutions financières multilatérales à accroître en valeur réelle la part de l'APD dans les entrées globales de capitaux dont bénéficient les pays africains en développement, par rapport à celle des crédits privés;
3. De féliciter les quelques pays créditeurs qui avaient donné une suite favorable à la résolution 165 (S-IX) de la CNUCED en apurant la dette des pays africains ou en réaménageant son calendrier, et d'inviter les grands pays créditeurs qui n'avaient pas encore mis en oeuvre ladite résolution à la faire aussi rapidement que possible;

4. De prier instamment les pays africains d'utiliser davantage leur épargne intérieure pour financer leurs projets d'investissement et de contacter des emprunts extérieurs uniquement pour compléter leurs propres ressources;

5. D'inviter instamment les pays africains à faire en sorte que leurs projets nationaux d'investissement soient sélectionnés et conçus de manière à garantir l'utilisation maximale des matières premières et autres facteurs de production d'origine nationale, sous-régionale et /ou régionale de préférence à ceux d'origine extérieure au continent;

6. De demander aux pays africains ayant un excédent de ressources financières d'en confier l'utilisation aux institutions financières africaines existantes comme la BAD, compte tenu des dispositions pertinentes du Plan d'action de Lagos;

7. D'inviter notamment les Etats membres à utiliser dans la plus grande mesure du possible leurs banques nationales respectives pour financer leurs opérations commerciales.

ii) Nouvelle méthode d'évaluation des droits de tirage spéciaux (DTS)

La Conférence a décidé :

1. De demander aux secrétariats de l'OUA et de la CEA d'élargir le champ de leur étude sur les conséquences pour les pays africains de la nouvelle méthode d'évaluation du droit de tirage spécial (ST/ECA/WP.1)9) et de faire d'autres propositions en vue non seulement d'aider les pays africains à évaluer l'incidence des variations de change sur leurs économies mais aussi de minimiser l'incidence défavorable que leurs liens avec les principales monnaies ont sur celles-ci;

2. De demander aux secrétariats de la CEA et de l'OUA d'entreprendre sans tarder les études destinées à préparer la création d'un fonds monétaire africain.

k) Organisations susceptibles d'être invitées à assister à la réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières internationales en vue du développement de l'Afrique dans le cadre du Plan d'action de Lagos

La Conférence a décidé que :

1. En fonction des questions à examiner, les organisations ci-après pourraient être invitées à assister en qualité d'observateurs aux réunions du Comité ministériel susmentionné :

a) Organisations africaines

- Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC)
- Banque africaine de développement (BAD)

- Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)
- Banque de développement de l'Afrique de l'Est
- Banque de développement de la Communauté économique des pays des Grands Lacs
- Banque ouest-africaine de développement (BOAD)
- Centre africain d'études monétaires (CAEM)
- Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)
- Secrétariat conjoint des administrateurs pour l'Afrique de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

b) Organisations internationales

- Centre du commerce international (CNUCED/GATT)
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

2. Compte tenu de la nature ministérielle de ce Comité, ces organisations devraient être représentées au niveau le plus élevé possible.

1) Réexamen de la résolution CMC/2(IV) de l'OUA sur la périodicité des sessions de la Conférence des ministres africains du commerce

La Conférence a décidé que ses sessions auraient lieu tous les deux ans et celles du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique dans le cadre du Plan d'action de Lagos une fois par an.

m) Préparatifs pour la sixième session de la CNUCED

La Conférence :

1. A décidé qu'une réunion extraordinaire des ministres africains du commerce, précédée d'une réunion intergouvernementale d'experts, se tiendrait avant la sixième session de la CNUCED à une date et en un lieu qui seraient déterminés par les secrétariats de la CEA et de l'OUA en consultation avec le Président de la Conférence des ministres africains du commerce;

2. A invité la CEA et l'OUA à aider, comme ils l'avaient déjà fait dans le passé, les pays africains à se préparer aux travaux du Groupe des 77 et de la sixième session de la CNUCED et à leur prêter l'assistance nécessaire pendant ces réunions.